Quelles réponses de la bourgeoisie à la plus grande récession d'après guerre ?

Article publié sur le site internet du NPA

On commence à prendre conscience de l'ampleur du désastre : nous allons connaître la plus grande importante récession de l'après guerre. La loi de finances rectificative votée lors du week-end du 21-22 mars est d'ores et déjà caduque : elle était établie sur une prévision de croissance de -1 % en 2020. La récession sera beaucoup plus importante.

Une récession mondiale, prolongée par une dépression économique

Une note de l'Insee du 26 mars1 estime que la perte d'activité économique est actuellement de 35 % par rapport à une situation « normale ». À la louche, un tiers des salariés est sur son lieu de travail, un tiers en télétravail et un dernier tiers est sans activité. Dans l'industrie (-52 % d'activité) et la construction (-89 %), l'activité est majoritairement à l'arrêt. Les services marchands sont fortement impactés (-36 %) alors que les services non-marchands (-14 %) et l'agriculture (-4 %) s'en sortent mieux. L'Insee estime qu'un mois de confinement coûtera 3 points de PIB sur la croissance 2020. Dans une note publiée le 30 mars2, l'OFCE estime ce coût à 2,6 points de PIB. On peut d'ores et déjà anticiper que le confinement durera sans doute autour de 2 mois, et que celui-ci sera certainement prolongé par des mesures de confinement partiel. Le choc lié à la crise sanitaire va donc coûter au minimum 5 points de PIB, et sans doute bien davantage.

Dans les autres pays impérialistes, l'impact économique sera similaire. Aux États-Unis, les économistes s'attendent à une baisse du PIB (en rythme annuel) de 6 % au premier trimestre et de 25-30 % au second trimestre. Selon le secrétaire américain au Trésor, Steve Mnuchin, le taux de chômage pourrait dépasser 20 %. Le 20 mars, les inscriptions au chômage ont explosé : 3,2 millions contre environ 200 000 pour une semaine normale. Le PIB mondial va chuter lourdement en 2020, car contrairement à 2008-2009, il n'y aura pas la locomotive chinoise, ni d'autres pays émergents3, pour tirer la croissance mondiale.

En outre, la crise économique couvait avant la crise sanitaire, sur fond de ralentissement des profits et de bulle d'endettement. La crise sanitaire est le déclencheur explosif d'une crise qui menaçait d'éclater en 2020, comme nous l'indiquions en octobre dernier4. C'est pourquoi la crise ne sera pas un simple « choc exogène » (comme l'espèrent encore les institutions internationales) suivi par une forte croissance. Elle sera suivie d'une période de dépression, qui exigera une forte dévalorisation du capital pour faire repartir l'accumulation du capital à des rythmes soutenus.

Des plans de soutien massifs au patronat, des clopinettes pour les salariéEs

En France, la loi de finance rectificative accorde 45 milliards d'aides directes au patronat. Parmi celles-ci, près de 35 milliards sont officiellement des « reports » de cotisations, impôts, mais le gouvernement a clairement admis qu'une grande partie de ces reports pourraient se transformer en annulations. En outre, le gouvernement promet de garantir 300 milliards de prêts, afin d'assurer la solvabilité des banques face à la multiplication des défauts qui ne manqueront pas d'arriver. À court terme, un nombre important de salariéEs en arrêt de travail « bénéficient » du chômage technique (84% de leur salaire net), ce qui permet aux entreprises de n'avoir plus aucune « charge » salariale.

Aux États-Unis, le plan d'aide s'annonce encore plus ambitieux, avec 2 000 milliards annoncés en soutien à l'économie ! La plus grande partie concerne les entreprises, avec pour les deux tiers de ces 2 000 milliards, des prêts ou des aides pour les entreprises, avec quelques contreparties : fin des rachats d'actions, des versements de dividendes et des augmentations de salaire des dirigeants pendant un an pour les entreprises qui bénéficieront de ces prêts ou de ces aides. Il y a également un volet en direction des ménages, qui représentera environ un tiers des 2 000 milliards : les AméricainEs gagnant jusqu'à 75 000 dollars par an (le double pour un couple) recevront un chèque ou crédit d'impôt de 1 200 dollars, plus 500 dollars par enfant. En outre, le chômage sera mieux indemnisé (600 dollars de plus par semaine) et plus longtemps (13 semaines en plus des 12 à 26 semaines habituelles, selon les États).

L'objectif de ces plans, qui s'annoncent plus importants que ceux de 2008-2009, est avant tout de renflouer les pertes des entreprises, et de leur éviter la faillite. Il est aussi, dans une moindre mesure, de soutenir la demande des consommateurs. Bien entendu, l'argent ne tombe du ciel, et ces plans auront pour contrepartie soit des plans d'austérité encore plus durs que ceux qui ont succédé aux plans de relance de 2008-2009 (si le déficit public est financé par emprunt, ce qui a la préférence des libéraux), soit une inflation galopante (si le déficit public est financé par la création monétaire, ce qui a la préférence des keynésiens). Dans les deux cas, le niveau de vie des travailleurs/ses sera durement affecté, même si l'inflation à l'avantage de toucher également les capitalistes et de soulager les ménages emprunteurs.

Pas plus qu'en 2008-2009, il n'y aura d'euro-obligations et de fédéralisme budgétaire en Europe

Le gouvernement italien espérait un plan d'aide européen massif. Il n'y en aura pas, car l'Allemagne, pas plus aujourd'hui qu'hier, ne veut payer pour les pays les plus faibles de l'UE. Le principe des euro-obligations consisterait à créer une agence européenne qui emprunterait pour tous les États (à un même taux). Chaque État continuerait à rembourser sa dette, mais chaque État serait garant des autres en cas de difficulté d'un État à rembourser… La réponse de l'Allemagne a été très claire : c'est non.

Il n'y aura pas de transferts budgétaires d'un État à l'autre. Chaque État devra donc financer ses plans d'aides avec ses propres moyens. Et à la fin, ce sont les travailleurs et les travailleuses qui sont ameneés à payer la facture. Et elle sera beaucoup plus salée qu'il y a 10 ans !

Au delà des plans d'aide… vers une « économie de guerre » ?

Le vocabulaire guerrier est à la mode. Il ne s'agit pour l'instant que de « guerre » contre le virus. Mais certainEs font un parallèle entre la situation actuelle et l'économie de guerre mise en place pendant la Seconde Guerre mondiale, notamment aux États-Unis.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les États bourgeois ont mis entre parenthèses le fonctionnement normal de l'économie de marché, sans exproprier les capitalistes. L'investissement public a largement remplacé l'investissement privé : les États ont pris en charge le coût des machines et matériels pour produire du matériel militaire, diminuant fortement le capital constant avancé par les capitalistes : dans certains cas, les capitalistes privés restaient propriétaires des moyens de production, dans d'autres cas les États étaient propriétaires des moyens de production mais confiaient la gestion des entreprises à des capitalistes qui empochaient un profit. Les États garantissaient les débouchés de cette production puisqu'ils en étaient les acheteurs. Ce fonctionnement a été possible grâce à une énorme ponction sur la consommation des ménages, via une forte hausse des taxes ou des emprunts forcés. Grâce à la forte baisse des salaires réels et à l'investissement public, le taux de profit des capitalistes a bondi. Au sortir de la guerre, ce ne sont pas seulement les destructions physiques de capital qui ont permis la forte croissance, c'est aussi la forte dévalorisation du capital constant (machines, bâtiments…) et du capital variable (force de travail) permise par le fonctionnement de l'économie de guerre qui a contribué à restaurer le taux de profit[5].

On mesure à quel point une telle « économie de guerre » était peu enviable pour les travailleuses et les travailleurs. Mais peut-on transposer le fonctionnement d'une telle économie en temps de paix, et quelle forme prendrait-elle et au bénéfice de qui ? La réquisition des entreprises privées pour produire du matériel sanitaire peut s'assimiler à une forme d'économie de guerre au bénéfice des travailleuses et des travailleurs : comme pendant la Seconde Guerre mondiale, l'État ordonnerait aux entreprises quoi

produire et garantirait les débouchés ; mais ici, cette production viserait à satisfaire les besoins sociaux, et non l'effort de guerre nuisible pour les travailleuses et les travailleurs. Il ne s'agirait donc pas de baisser drastiquement les salaires réels pour doper les profits et fabriquer du matériel de destruction. On comprend bien qu'un gouvernement bourgeois ne peut pas aller trop loin dans cette voie, car elle est antagonique à la logique du profit, et que cela remettrait trop en cause la propriété privée pour ne pas susciter des débats et la mobilisation pour aller plus loin parmi les classes populaires. Bien sûr, un gouvernement bourgeois, pour répondre à l'urgence sanitaire, peut être amené à réquisitionner des entreprises, mais il le fera à reculons, et de façon temporaire et limitée. Seul un gouvernement au service de la classe ouvrière peut pousser cette logique jusqu'au bout, et mettre en place une « économie de guerre » pour satisfaire l'ensemble des besoins sociaux. Cela passe nécessairement par l'expropriation des capitalistes et la socialisation des moyens de production.

Nous devons donc tirer tous les fils de la crise sanitaire que nous traversons. Pour y faire face efficacement, des entreprises importantes devraient être réquisitionnées pour satisfaire les besoins vitaux de la population. La logique du profit et du marché devrait être mise entre parenthèses. Cela montre que la logique de satisfaction des besoins sociaux est antagonique à celle du profit. Et ce qui doit être fait dans l'urgence doit être prolongé : c'est l'ensemble des moyens de production qui doivent passer sous le contrôle de la collectivité pour satisfaire les besoins sociaux. A part quelques réquisitions isolées qu'il hésite même à faire, l'État bourgeois ne pourra jamais remplir cette fonction : il faut construire de nouvelles institutions communistes pour mettre en place un nouveau mode de production et tirer toutes les leçons de cette crise sanitaire.

- 1.Cf. https://insee.fr/fr/information/4471804
- 2.Cf. https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/pbrief/2020/OFCEpbrief65.pdf
- 3.Concernant l'impact sur les pays dits "émergents", voir quelques éléments dans : Rémi Grumel, "Récession mondiale : où va la crise du coronavirus ?", https://npa2009.org/actualite/economie/recession-mondiale-ou-v--la-crise-du-coronavirus)
- 4.Cf. Gaston Lefranc, "La crise qui vient. Elements d'analyse", https://npa2009.org/idees/economie/la-crise-qui-vient-elements-danalyse
- 5.Le taux de profit correspond au rapport entre la plus-value générée dans la production et l'ensemble du capital investi (capital constant et capital variable). Si la valeur du capital investi chute, alors la plus-value est relativement plus élevée par rapport à ce capital investi et le taux de profit augmente donc.

Gaston Lefranc, le 31 mars 2020